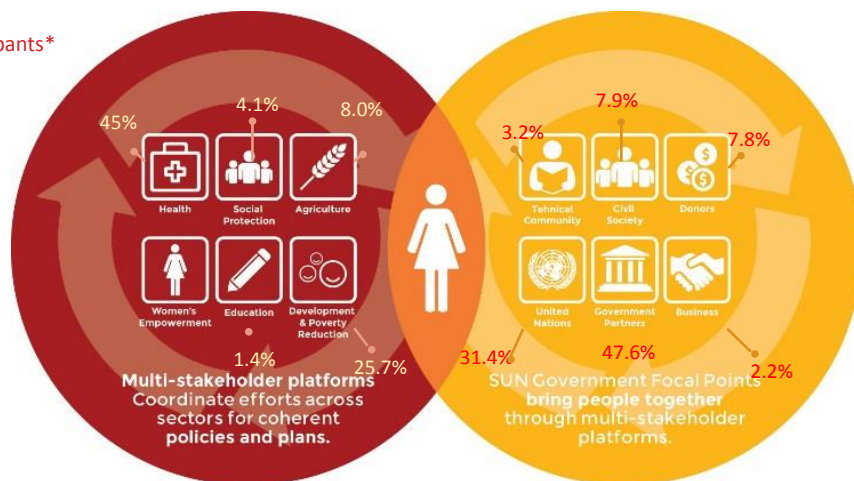


Diversité des participants*



Les systèmes nationaux d'information sur la nutrition sont essentiels pour évaluer l'état nutritionnel des femmes, des hommes et de leur famille ; suivre l'évolution des mesures prises ; et prioriser les efforts visant à améliorer la nutrition pour tous. Le fait de disposer de données fiables permet de mieux comprendre les besoins nutritionnels et la couverture des programmes, ce qui peut être considéré comme essentiel pour améliorer la coopération entre les diverses parties prenantes et l'efficacité de leurs interventions.

La 12^e réunion du réseau des pays SUN qui s'est tenue par conférence téléphonique, en janvier 2014ⁱ et qui a porté sur les systèmes d'information sur la nutrition, a souligné l'importance de mener une sérieuse analyse des informations provenant de diverses sources de données ; d'harmoniser les cycles d'évaluation ; et de décentraliser la capacité de collecter, analyser et consolider les données.

Depuis 2014, deux cadres clés pour aiguiller les pays sur le choix des indicateurs à inclure dans leurs systèmes nationaux d'information sur la nutrition ont été approuvés par l'Assemblée mondiale de la Santé : le Cadre mondial de suivi de l'alimentation de la mère, du nourrisson et du jeune enfantⁱⁱ et le Cadre mondial de suivi des cibles pour la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles.ⁱⁱⁱ

En outre, le **Groupe d'experts indépendants du Rapport mondial sur la nutrition** a recensé 56 indicateurs comme pertinents sur le plan nutritionnel^{iv} sur la liste des 242 indicateurs proposés pour les

Objectifs de développement durable (ODD) parmi les indicateurs proposés par l'UNSTATS dans son classement provisoire des indicateurs globaux des Objectifs de développement durable 2016.^v

Le consensus sur les indicateurs s'appuie sur :

- les 6 cibles globales de l'Assemblée mondiale de la Santé (WHA) ;
- les 14 indicateurs de base (approuvés à la 68^e session de l'Assemblée mondiale de la Santé en 2015) et les 16 indicateurs étendus du Cadre mondial de suivi de l'alimentation de la mère, du nourrisson et du jeune enfant ;
- les 9 cibles des maladies non transmissibles et les 25 indicateurs (approuvés lors de la 66^e Assemblée mondiale de la Santé en 2013) ;
- les 56 indicateurs relatifs à la nutrition sur les 242 indicateurs des Objectifs de développement durable (tels que recensés par le Groupe d'experts indépendants du Rapport mondial sur la nutrition) des cibles des Objectifs de développement durable (SDG) et du Cadre mondial d'indicateurs ;
- les 82 indicateurs des profils nationaux de pays du Rapport mondial sur la nutrition ;
- les initiatives de cartographie des données et de redevabilité ont été appuyées par le réseau des donateurs SUN.

En 2016, le réseau des donateurs SUN a soutenu l'élaboration d'une **cartographie des initiatives mondiales en matière de données et de redevabilité**, fournissant un aperçu informatif de l'appui et des orientations fournis aux pays (voir la cartographie [ici](#)).^{vi} Entre-temps, l'initiative des **Plateformes nationales d'information pour la nutrition (NIPN)**, visant à renforcer les capacités d'analyse des données et de suivi des progrès, en vue d'informer les politiques et d'améliorer les programmes dans huit pays, est en cours de développement avec le soutien de l'Union européenne.^{vii}

* Los porcentajes son solo indicativos y tienen como objetivo mostrar la diversidad de los participantes. Las cifras sobre los actores involucrados representan todos los participantes y las cifras sectoriales representan los sectores gubernamentales.

Sur la base de ces éléments, au cours du premier semestre 2017, le Mouvement SUN définira un ensemble minimum d'indicateurs clés pour suivre et faire rapport des progrès et des résultats au-delà des quatre processus SUN (1. Rassembler les parties prenantes autour d'un espace d'action commun, 2. Assurer un cadre politique et juridique cohérent, 3. Aligner les actions autour d'un cadre commun de résultats et 4. Suivre les financements et mobiliser des ressources), déjà suivis dans le cadre des évaluations conjointes des pays. Cela favorisera l'amélioration continue par l'évaluation et l'apprentissage.

1. Résumé de la téléconférence

La 25ème réunion du Réseau des pays SUN par conférence téléphonique s'est tenue du 12 au 16 décembre 2016, avec 229 participants de 37 pays. Chaque téléconférence a permis à un pays de partager ses expériences avec d'autres, autour des questions suivantes:

- Existe-t-il un **acteur principal reconnu qui coordonne** le travail sur les données et la redevabilité en matière de nutrition ?
- Si tel est le cas, comment l'acteur principal a-t-il assuré l'**alignement des autres acteurs le long de la chaîne de valeur des données au départ** ?
- En observant la chaîne de valeur des données (voir figure 1), pouvez-vous déterminer **quelles ont été les trois plus grandes lacunes** en termes de collecte, d'accessibilité et d'utilisation de données, et **comment vous avez pu surmonter** chaque lacune, selon votre expérience ?
- Quelles **recommandations** faites-vous pour que d'autres pays suivent le même processus ? En particulier, comment pouvez-vous maintenir un alignement entre les acteurs et assurer la continuité de leur intérêt ?
- Quelles sont les principales **priorités** pour ce travail en 2017 ?

Figure 1 : Chaîne de valeur des données



Hiérarchiser les données et définir les indicateurs normalisés. Les exemples incluent les fonctions normatives pour la définition des indicateurs et la méthodologie de reporting.

Générer et rassembler des données, par exemple par le biais d'enquêtes ou en accédant à des informations sur le marché.

Agréger, structurer, analyser et rendre les données disponibles. Exemples : bases de données, plateformes d'information, estimations .

Synthétiser et présenter les données à des fins différentes, notamment pour le plaidoyer, la redevabilité ou pour éclairer les politiques et fixer les priorités de financement.

2. Points clés de la discussion

Parmi les 37 pays participants à la téléconférence, 23 pays ont un **acteur principal** reconnu qui coordonne le travail sur les données et la redevabilité pour la nutrition. Le rôle de cet acteur principal varie d'un pays à l'autre, mais dans la plupart des cas, il reflète fidèlement le mécanisme de pilotage qui a été mis en place pour aligner différentes parties du gouvernement et différentes parties prenantes, par exemple les agences des Nations Unies, les donateurs, les organisations de la société civile, et le secteur privé. Aux **Philippines**, la coordination, l'appropriation et le suivi des données se font à partir du Plan d'action national sur la nutrition. Le Conseil national de la nutrition est l'organisme chef de file dans l'alignement des efforts des parties prenantes et des partenaires, et analyse les données provenant de différents secteurs. Des fiches d'évaluation ont été mises en place pour les systèmes nationaux et locaux afin de mesurer l'effectivité et l'efficacité des programmes. En **Éthiopie**, l'Institut de santé publique, placé sous la coordination du ministère fédéral de la Santé, a lancé la Plateforme nationale d'information sur la nutrition. Cette plateforme appuie les interventions en faveur de la réduction du nombre d'enfants de moins de cinq ans atteints de retard de croissance au niveau national. C'est une initiative dirigée par la Commission européenne, et soutenue par l'USAID et le Département britannique pour le développement international (DFID). **Au Pérou**, la Table ronde nationale pour la lutte contre la pauvreté (MESA) rassemble le gouvernement et la société civile, et est maintenant élargie au secteur privé sur les questions d'anémie et d'extrême pauvreté. L'Office national de la nutrition de **Madagascar** coordonne, suit et évalue les données relatives à la nutrition, la surveillance nutritionnelle et la gestion des données. Au niveau sous-régional, la collecte de données est effectuée par des groupes de suivi et évaluation qui collectent et analysent les données et les transmettent ensuite au niveau national pour l'analyse secondaire.

Bien que les expériences des pays dans l'alignement de départ entre acteurs le long de la chaîne de valeur des données diffèrent, deux facteurs ont été rapportés comme essentiels. Tout d'abord, un **cadre de suivi et évaluation consensuel pour le plan** concourt à définir des priorités de données et des indicateurs normalisés et en deuxième lieu, la **cartographie des acteurs** de la promotion de la nutrition dans tout le pays concourt également à assurer une meilleure coordination de l'information. Neuf pays SUN ont mentionné l'existence d'un cadre de suivi et évaluation au cours des téléconférences, et onze pays ont partagé leurs expériences en matière de cartographie des parties prenantes. Plusieurs autres ont relevé que les **sites Web des structures de coordination et la géolocalisation** sont des outils qui facilitent davantage l'alignement entre les acteurs. Le **Pérou** a indiqué que l'inclusion du ministère des Finances a également été utile à cette fin. Le **Népal** dispose d'un plan

d'action multisectoriel de nutrition avec un cadre de suivi et évaluation approuvé, comprenant un total de 74 indicateurs sectoriels (portant sur des domaines sectoriels clés tels que la santé ; l'éducation ; l'eau, l'assainissement et l'hygiène ; le pilotage local, l'autonomisation des femmes ; et les enfants). La **Somalie** a récemment effectué une géolocalisation des sites de programmes de nutrition pour vérifier le fonctionnement des centres, dont beaucoup ont été établis après la famine, et à cette fin, la connaissance du fonctionnement des centres et des types de services qu'ils fournissent est essentielle pour des répercussions durables sur le plan humain. Une analyse des goulots d'étranglement fondée sur les informations recueillies est en cours. Au **Burkina Faso**, une cartographie des parties prenantes à savoir des Nations Unies, des ONG et des partenaires techniques a joué un rôle déterminant puisqu'elle a fourni des informations sur la couverture des interventions qui, à son tour, permet le suivi de la mise en œuvre et permet de recenser les lacunes afin d'éclairer les interventions du Plan multisectoriel. Au **Laos**, une cartographie des parties prenantes, des interventions et du financement de la nutrition a soutenu la collecte de données dans le but d'éclairer la planification stratégique et annuelle et la budgétisation de la nutrition. Une base de données a été mise à disposition au Bureau du Secrétariat du Comité national de la nutrition et un examen annuel de cette cartographie est prévu afin de faire le point sur les progrès réalisés.

Tous les pays participants ont mentionné la disponibilité de **données nationales représentatives d'indicateurs nutritionnels** issues des enquêtes démographiques de santé, des enquêtes par grappes à indicateurs multiples et d'autres enquêtes. Les pays d'Afrique occidentale et centrale ont mentionné la mise en œuvre d'enquêtes SMART à l'échelle nationale. Toutes ces enquêtes portent sur les cibles de l'Assemblée mondiale de la santé ainsi que sur les indicateurs clés de la nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant, en plus de l'accès à la santé, à l'eau potable, à l'assainissement, etc. Plusieurs pays ont mentionné d'autres types d'enquêtes qui recueillent des informations sur la consommation d'aliments, la sécurité alimentaire et la vulnérabilité. Les **écarts les plus importants** mentionnés par les pays portaient sur la priorisation des données pour leur collecte, leur accessibilité et leur utilisation. **15 pays sur 37 ont mentionné des difficultés liées à la hiérarchisation des données** (établir, finaliser ou réviser les cadres de suivi et évaluation, les aligner sur les indicateurs mondiaux et sur le Plan de développement durable de 2030 ou réduire le nombre d'indicateurs). **15 pays ont mentionné des difficultés liées à l'utilisation des données** (utiliser des données en temps opportun, préparer des rapports, utiliser des données entre secteurs, rendre les données efficaces pour le plaidoyer et la mobilisation des ressources et rendre les données accessibles au public et établir un lien avec la prise de décisions). **17 pays ont mentionné des difficultés liées à l'accessibilité** des données (du fait qu'elles proviennent d'autres secteurs, qu'elles ne sont pas publiées ou qu'il

n'existe pas de bases de données référentielles centrales). Enfin, **presque tous les pays ont soulevé des préoccupations concernant la collecte de données** et la nécessité d'améliorer la qualité des données, d'établir des systèmes pour mieux collecter les données ou d'améliorer la coordination et l'alignement de la méthodologie. Ces informations sont conformes à l'évaluation conjointe de 2016, dans laquelle 16 pays ont indiqué que l'élaboration ou la révision de leurs cadres de suivi et évaluation constituait une priorité pour l'année à venir et où 19 pays ont souligné qu'une meilleure gestion des données était une autre priorité.

Certains pays ont toutefois pu relever leurs défis, comme l'Éthiopie, la Somalie et le Malawi : La **Somalie**, par exemple, a créé une Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, hébergée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture avec le soutien technique et financier de l'UNICEF et du Programme alimentaire mondial. Cette unité réalise des évaluations semestrielles de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones urbaines et rurales et dans les camps de déplacés internes. Ces évaluations examinent le marché et d'autres indicateurs clés de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'Unité d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle fournit les données pour l'ensemble des thèmes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les données sont utilisées par toutes les parties prenantes. Certains défis rencontrés incluent des données décentralisées et dispersées en raison de la multiplicité des groupes de travail et de plus de 100 partenaires d'exécution. En outre, veiller à ce que la présentation mensuelle des données soit effectuée en temps opportun, peut être considéré comme un défi majeur. Afin de remédier à ces problèmes, l'utilisation de technologies innovantes a été mise en place, comme le système « M Nutrition (données mobiles) », qui a été installé et mis en pratique. Au **Pakistan**, le Ministère des services nationaux de Santé (Nutri-dash) fournit des données de programme au niveau national sur la couverture nutritionnelle, les cibles et la mise en œuvre, la malnutrition aiguë sévère, l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, l'iodation du sel et les programmes de supplémentation en vitamine A. Des données sont également disponibles sur les facteurs contextuels favorables qui ont des répercussions sur les politiques et la prestation de services, comme le nombre d'établissements de santé offrant des services de nutrition et les capacités de prestation des fournisseurs de soins de santé. Nutri-dash est géré par le ministère des services nationaux de Santé avec l'appui technique de l'UNICEF. Au **Malawi**, les outils de suivi des activités dans les districts ont été harmonisés pour tous les exécutants à travers un fichier unique sur lequel ils entrent les données en ligne, les vérifient, les valident et les renvoient aux ministères respectifs. Pour mieux éclairer la planification et la prise de décisions à tous les niveaux, le nombre d'indicateurs collectés par les partenaires a été réduit et aligné sur les instruments nationaux et internationaux, à la suite d'une évaluation visant à vérifier leur pertinence en tenant compte des besoins du

gouvernement et des partenaires des Objectifs de développement durable.

Les principales recommandations des pays sont les suivantes :

- **Hiérarchisation des données**
 - Inclure les cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé et les cibles de lutte contre les maladies non transmissibles liées à la nutrition au stade de la planification et convenir d'un cadre commun de suivi et évaluation.
 - Mettre en œuvre une cartographie des parties prenantes pour avoir une meilleure idée de celles qui peuvent aider à la gestion des données et de l'information.
 - **Collecte de données :**
 - Renforcer les capacités des ressources humaines à la base.
 - Se servir des systèmes automatisés pour améliorer la qualité des données et des informations.
 - Coordonner la mise en œuvre des enquêtes.
 - **Accès aux données :**
 - Déterminer un organisme chef de file pour coordonner les travaux sur les données et l'information.
 - Mettre en place un référentiel central accessible au minimum à toutes les parties prenantes concernées.
 - Faire participer les acteurs non gouvernementaux, notamment les organisations de la société civile, les milieux universitaires, les médias, le secteur privé et les partenaires au développement.
 - **Utilisation des données :**
 - Adapter l'utilisation des données et de l'information à différentes fins telles que le plaidoyer, l'élaboration de politiques et l'établissement des programmes, en ciblant des publics tels que les médias, les décideurs, les directeurs de programmes, les parlementaires, etc.
-

ENCADRÉ 1 : Résumé des principaux résultats de la cartographie des systèmes d'information (Siekmans et al. 2016)

Mobilisation des gouvernements et environnement propice

La majorité des pays SUN (42 sur 57) se sont mobilisés pour mettre en place des politiques et des stratégies nationales en matière de nutrition, ce qui constitue une première étape importante dans l'orientation des systèmes nationaux d'information sur la nutrition.

Cependant, seulement la moitié de ces politiques (22 pays sur 42) incluent actuellement un cadre de suivi et d'évaluation qui, plus précisément, oriente les indicateurs prioritaires pour suivre et attribuer des redevabilités en matière de collecte de données.

Seulement un tiers des politiques nationales de nutrition de pays SUN portent clairement sur la mesure des six indicateurs des cibles de l'Assemblée mondiale de la santé et seulement 13 des 57 pays se sont mobilisés pour suivre le surpoids et l'obésité chez les enfants et les adultes. Le suivi de la prévalence du diabète et de la consommation de sodium est encore moins courant : à ce jour, seuls deux pays ont ces indicateurs dans leurs documents nutritionnels.

Seulement un tiers environ des pays (21 sur 57) ont clairement désigné un ministère ou un département chargé de coordonner la collecte, le *reporting* et le partage des informations sur la nutrition. La cartographie des parties prenantes gagne du terrain avec le soutien des réseaux SUN (notamment le réseau des Nations Unies, le réseau de la société civile et le réseau du secteur privé), et est censée renforcer davantage la coordination. Au moins 35 pays SUN ont réalisé une certaine forme de cartographie des parties prenantes.

Données d'évaluation nationales

Presque tous les pays du Mouvement SUN (55 sur 57) ont produit, au cours des cinq dernières années, des données nationales représentatives d'indicateurs nutritionnels des enquêtes nationales EDS et / ou MICS et / ou SMART.

Près de la moitié des pays SUN (22 sur 57) ont des données sur le suivi mené au cours des dix dernières années sur la prévalence de la carence en micronutriments, et il semble y avoir un intérêt croissant et une augmentation de capacité d'évaluation de la couverture de l'enrichissement des aliments avec le soutien de GAIN.

Pour ce qui est de l'information sur les systèmes alimentaires dans les pays SUN, les données sur la consommation alimentaire sont universellement disponibles et la grande majorité des pays SUN disposent également des données récentes sur les indicateurs de sécurité alimentaire de la population. Des processus systématiques de détection de la malnutrition aiguë n'ont été observés que dans quelques pays SUN, et sont difficiles à classer en raison du large éventail de méthodes et de situations.

Données nationales de suivi de la performance

Le suivi systématique des performances dans les interventions spécifiques à la nutrition, notamment des interventions en micronutriments, est réalisé principalement par l'intermédiaire des systèmes d'information sur la gestion de la santé existants ou des systèmes de surveillance parallèles basés sur des programmes.

Même si un pays dispose d'un référentiel central accessible au public (16 pays sur 57), il n'y a que quelques pays dont le Pérou et le Guatemala, où les données sur les interventions spécifiques à la nutrition sont centralisées et accessibles.

Les résultats montrent que de nombreux systèmes d'information sectoriels pertinents pour la politique de nutrition et la conception des programmes dans les pays SUN sont en place. Cependant, la manière dont les données et les informations sont accessibles et utilisées reste une préoccupation à examiner plus en détail pays par pays.

Conclusions

Cette cartographie fournit un aperçu utile de l'état actuel des systèmes d'information sur la nutrition dans les pays SUN. Cependant, il existe des écarts importants qui entravent leur utilisation optimale. Il s'agit de la hiérarchisation des données (par exemple, la disponibilité de cibles en matière de nutrition et de cadres de suivi et d'évaluation consensuels), la coordination des données (par exemple, un organisme de coordination reconnu) et l'accès aux données (par exemple, un référentiel centralisé regroupant des informations provenant de sources multiples).

3. Conclusions de la téléconférence

Les discussions mettent en évidence les **différents types de données et d'informations relatives à la nutrition disponibles dans les pays SUN**. Cependant, les données disponibles ne sont pas pleinement utilisées, principalement en raison des lacunes existantes en matière de classement de données par ordre de priorité, de coordination des données, d'accès aux données et d'utilisation des données aux fins de plaidoyer, d'établissement de programmes et de mobilisation des ressources.

Sur la base des résultats de téléconférence (corroborés par les résultats de la cartographie des systèmes d'information, voir encadré 1), les pays peuvent être classés en trois grands groupes :

- Pays ayant accès à de multiples sources de données mais **sans système en place pour coordonner le classement des données par ordre de priorités, la collecte de données, l'accès et l'utilisation des données**: Une recommandation pour les pays confrontés à ce défi consiste à ce qu'ils s'entendent sur des cibles de nutrition et / ou des indicateurs normalisés à inclure dans le cadre de suivi et d'évaluation pour toutes les parties prenantes.
- Pays ayant un ou plusieurs systèmes établis pour coordonner les données et l'information entre les secteurs et les parties prenantes, mais avec **d'importantes lacunes quant à l'accès et / ou l'utilisation des données** : Une recommandation pour les pays confrontés à ce défi consiste à ce qu'ils accordent la priorité aux données et aux indicateurs à inclure dans une base de données référentielle qui peut servir de base pour une meilleure coordination entre toutes les parties prenantes.
- Pays dotés de **système(s) avancé(s) de coordination de données et d'information entre les secteurs et les parties prenantes**. Ces pays font face à des défis très spécifiques et leurs expériences peuvent apporter des leçons précieuses.

4. Messages clés

1. **Commencer avec ce que l'on dispose** : Tous les pays SUN devraient pouvoir accéder à des données pertinentes sur la nutrition provenant d'enquêtes représentatives au niveau national et de systèmes de routine dans des secteurs clés. Aucun pays n'a fait un rapport sur l'absence totale de données et d'informations sur la nutrition.
2. **Hiérarchiser les données et les informations nutritionnelles** : L'éventail des données et des sources d'information peut suggérer leur état éparpillé au niveau national. L'analyse de toutes les données disponibles peut être une tâche ardue s'il n'y a pas de cadre de suivi et d'évaluation consensuel.

3. **Faire de la coordination des données et de l'information une tâche essentielle des plateformes multi-acteurs :** Les pays SUN capables de développer des systèmes fonctionnels le long de la chaîne de valeur des données sont ceux qui ont un organisme chef de file reconnu qui peut exploiter l'expertise et la capacité des différentes parties prenantes le long de la chaîne de valeur des données.
4. **Optimiser le potentiel de la technologie en l'utilisant efficacement :** Différents types de technologies et d'outils sont disponibles pour faciliter la gestion des données de la collecte à la visualisation. Néanmoins, l'utilisation efficace de ces technologies dépend beaucoup de la portée et du but des données ainsi que des informations recueillies.
5. **Participer aux communautés de pratique qui traitent des lacunes de données spécifiques :** Plusieurs initiatives en matière de données et de redevabilité visent à faire progresser les connaissances et le savoir-faire sur les lacunes en matière de données. Ces forums offrent un excellent espace pour le partage d'informations et pour aborder les questions.

Enfin, nous tenons à rappeler à tous que le Secrétariat du Mouvement SUN est en train de mettre en place un **système de suivi et évaluation, de redevabilité et d'apprentissage (MEAL selon ses sigles en anglais)** pour des rapports sur les progrès et les résultats dans tous les pays. Si les plateformes multi-acteurs nationales sont intéressées à participer au groupe de travail créé, bien vouloir informer le Point focal de gouvernement SUN et prendre attache avec le Secrétariat du Mouvement SUN à cet effet.

Encadré 2 : Développement du système SUN MEAL - chronologie

Février à mars 2017 : Mobilisation des pays SUN

- Suivi de tous les pays SUN pour examiner, mettre à jour et compléter les résultats de la cartographie préliminaire des systèmes d'information sur la nutrition appuyée par l'Initiative sur les micronutriments
- Mobilisation des équipes de pays SUN ayant manifesté leur intérêt à participer au processus de consultation.

Février à juin 2017 : Création du Groupe de travail technique consultatif et organisation d'une série de téléconférences et d'échanges de courriels autour de cinq volets :

- **Volet 1** : Cadre global de résultats fondé sur la Théorie du changement du Mouvement SUN
- **Volet 2** : Sélection d'indicateurs de suivi pour mesurer les résultats et les progrès
- **Volet 3** : Redevabilité entre les partenaires du Mouvement SUN. Remarque : Un sous-groupe sera consacré aux évaluations conjointes par pays.

À la fin de février 2017 : Un cadre de résultats consensuel avec un ensemble d'indicateurs et de sources d'information.

À la fin de mars 2017 : Un ensemble d'orientations préparé pour mobiliser les pays et partenaires SUN.

Avril à juin 2017 : Mobilisation des pays SUN pour mener les évaluations conjointes annuelles.

- **Volet 4** : Évaluation : clarifier les questions et la méthodologie (à partir de février).
- **Volet 5** : Apprentissage : Recenser et développer les produits d'apprentissage pour 2017.

À la fin de juin 2017 : Un document finalisé pour l'ensemble du système de suivi et évaluation, de redevabilité et d'apprentissage (MEAL), diffusion et création d'un portail en ligne sur le site web du Mouvement SUN (www.scalingupnutrition.org).

ⁱ Mouvement pour le renforcement de la nutrition 12^e réunion du Réseau des pays SUN par conférence téléphonique sur les « Systèmes d'information sur la nutrition ». Janvier 2014.

Consulter : <http://docs.scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2013/06/SUMMARY-JANUARY-ENGLISH.pdf>

ⁱⁱ Organisation mondiale de la santé. « Indicateurs du Cadre mondial de suivi de la nutrition maternelle, infantile et du jeune enfant », novembre 2014. Consulter :

http://www.who.int/nutrition/topics/indicators_monitoring_framework_miygn_background.pdf?ua=1

ⁱⁱⁱ Organisation mondiale de la santé. « Cadre mondial de suivi des maladies non transmissibles : Définitions et description des indicateurs », novembre 2014. Consulter :

http://www.who.int/nmh/ncd-tools/indicators/GMF_Indicator_Definitions_Version_NOV2014.pdf

^{iv} Rapport mondial sur la nutrition. Annexe 8 : « Nutrition et indicateurs des objectifs de développement durable, Tableau A ». Consulter :

<http://ebrary.ifpri.org/utills/getfile/collection/p15738coll2/id/130387/filename/130598.pdf>

^v Division de statistique des Nations Unies. « Taux provisoires proposés pour les indicateurs mondiaux des Objectifs de développement durable au 24 mars 2016 ». Consulter :

<http://unstats.un.org/sdgs/files/meetings/iaeg-sdgs-meeting-03/Provisional-Proposed-Tiers-for-SDG-Indicators-24-03-16.pdf>

^{vi} Kim, D. Cartographie des initiatives mondiales en matière de données et de redevabilité pour la nutrition. Juin 2016.

^{vii} L'initiative sur les plateformes nationales d'information sur la nutrition (NIPN) fait partie d'un programme lancé par la Commission européenne. Consulter : <http://www.nipn-nutrition-platforms.org/>